

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° 5975 CP

Service Central: *Installation fines*

Région: *—*

OBJET DE LA CONSULTATION

*Micel Leon, plaignant au 1^{er} Tribunal de Commerce
condamné à 18 mois de réclusion par Trib. de Com.
retours en grâce auprès de l'autorité allemande*

Références :

Observations : *A. ordonnance libératoire - b. dossier pénal en classe -*

ly 21.1.43

D^{re} N° 5975 CP ; Aff. : *Micel L. retour en grâce auprès de l'autorité allemande*

H. 405.93500

M. Angel

L'ami

Paris, le 26 Mars 1942

R

Monsieur le Directeur du Service
des Justifications fines
(Service général)

J'ai l'honneur de vous ~~attester~~ faire connaître
que notre avocat auprès des Tribunaux militaires
allemands, que j'ai chargé d'examiner
les chances d'un recours en grâce en faveur de M. Angel,
vient de ~~me~~ m'informer, par la lettre dont vous
trouverez copie ci-jointe, que les arguments contenus
dans les pièces que vous avez bien voulu me remettre
ne lui paraissent pas suffisants pour entraîner
une décision favorable.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire
connaître si vous estimez, dans ces conditions,
devoir présenter le recours envisagé et, dans

l'affirmative, quels sont les arguments
nouveaux qui pourraient être invoqués
à l'appui. ~~Il s'agit~~

Je crois devoir vous rappeler à ce sujet
qu'un premier recours avait été rejeté parce
que les motifs allégués n'ont pas été reconnus,
en raison de leur caractère général, comme
justifiant une mesure de bienveillance
spéciale.

Le Chef du Contentieux :
signé : Laurencey

Paris, 26 Mars 2.
45, rue Saint-Lazare.

S.J.

405.975 C^oAffaire: ANCEL

Monsieur le Directeur du Service Central
des Installations fixes
(Service Général)

- 1 annexe -

J'ai l'honneur de vous faire connaître que notre Avocat auprès des tribunaux militaires allemands, que j'avais chargé d'examiner les chances d'un recours en grâce en faveur de M.ANCEL, vient de m'informer, par la lettre dont vous trouverez copie ci-jointe, que les arguments contenus dans les pièces que vous avez bien voulu me remettre ne lui paraissent pas suffisants pour entraîner une décision favorable.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître si vous estimez, dans ces conditions, devoir présenter le recours envisagé et, dans l'affirmative, quels sont les arguments nouveaux qui pourraient être invoqués à l'appui.

Je crois devoir vous rappeler à ce sujet qu'un premier recours avait été rejeté parce que les motifs allégués n'ont pas été reconnus, en raison de leur caractère général, comme justifiant une mesure de bienveillance spéciale.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signature

S/HP.

1
22. PLACE VENDÔME (1^{er})

OPÉRA 09-09

Paris, 24 mars 1942.

S. N. C. F.
Service Contentieux
Bureau S.J.
45, rue St-Lazare
P a r i s .



Dossier N° 5.975 C°

Affaire ANCEL.

Messieurs,

Comme suite à votre lettre du 13 courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à mon avis on ne pourrait obtenir une libération anticipée de M. Ancel qu'à condition de fournir des arguments très sérieux concernant soit son état de santé, soit sa situation de famille. Ceux qui résultent des pièces que vous avez bien voulu me transmettre ne me paraissent guère suffisants, car il en ressort uniquement que M. Ancel a subi il y a environ 8 ans l'opération de l'ablation de l'estomac et que depuis il a été employé à des travaux ne nécessitant pas d'efforts physiques brusques. M. Ancel ayant apparemment supporté jusqu'à présent sa détention, il est sans doute assez difficile de soutenir que son état de santé nécessite sa mise en liberté avant l'expiration de sa peine.

Il faudrait donc avant tout que vous me fassiez connaître quels sont les arguments qui pourraient actuellement être fournis pour motiver une libération anticipée.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de mes sentiments distingués.

E. STOEBER
Avocat à la Cour.

M. Colombel
25.3.42
7

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

Bureau CA²

Dossier N° 64.440^R

(Prière de rappeler dans la réponse
les indications ci-dessus)

~~Aff. Ancel~~

PARIS, LE Mars 1942

45, rue Saint-Lazare (9^e)

Téléph. Pigalle 95-85

Tél. TRinité 29.94

*Melle Privat
pr. de recopier
M*

Notie

relative à l'affaire Ancel

NOTE pour M^e STOEGER

~~Bâtonnier du Barreau de Colmar~~

M. Léon ANCEL, planton à la Société Nationale des Chemins de fer français, 42, rue de Châteaudun, à Paris (9^{ème}), Service des Installations Fixes, a été arrêté le 27 novembre 1940 et condamné le 19 décembre suivant par le Tribunal Militaire allemand à 12 mois de prison et 6 mois de réclusion pour détention d'un tract anti-allemand.

Il avait chargé M^e Mouquin, avocat à la Cour, de présenter sa défense.

Le 10 juillet 1941, M^{me} ANCEL, 55, quai des Grands Augustins, à Paris (6^{ème}) a adressé aux Autorités d'occupation, un recours en grâce en faveur de son mari basé sur son mauvais état de santé résultant d'une opération qu'il a subie (ablation de l'estomac), mais ce recours a été rejeté le 5 décembre dernier.

ANCEL est actuellement détenu au Fort de Villeneuve-Saint-Georges (Seine-et-Oise), compte 451, Administration Pénitentiaire A.A., dortoir N° 1.

Le Service des Installations Fixes, auquel appartient ANCEL, nous fait connaître que ce dernier demande que la S.N.C.F. intervienne pour obtenir une suspension de peine. Il fait remarquer qu'il lui reste quatre mois à faire et que bon nombre de détenus comme lui obtiennent cette faveur. Il croit qu'en faisant valoir son état de santé, les services qu'il pourrait rendre à la S.N.C.F., ses charges de famille (2 enfants), le fait que sa femme est concierge et que dans

l'immeuble dont elle a la garde un cambriolage a été commis récemment, une demande faite en sa faveur aurait quelques chances de succès.

~~LE CHEF DU CONTENTIEUX,~~

L.G.

Paris, le 13 Mars 1942

C

No. 5.975 C° *Hand*

M. Amel

Mon cher Maître,

Je vous serais très obligé de vouloir bien me faire connaître, après avoir examiné les pièces ci-annexées, votre avis sur les chances de succès que présenterait actuellement un recours en grâce en faveur de notre agent Amel Léon, condamné en ~~et~~ décembre 1940 à 12 mois de prison et 6 mois de réclusion pour détention d'un tract anti-allemand.

+ on une demande
en sus pension de peine

6 annexes

Les faits sont exposés dans la notice jointe au dossier, ^{des copies de} ~~qui~~ on figurent également deux précédents recours présentés par M. Amel en faveur de son mari et de la décision de rejet intervenue.

Si l'état de santé de notre agent et le fait que la plus grande partie de sa peine se trouve aujourd'hui

Qu'un accomplir vous paraîtraient devoir justifier
une nouvelle tentative, nous vous serions obligés
de vouloir bien vous en charger au nom de la Société
Nationale et de nous tenir au courant.

Veuillez agréer, mon cher Maître, l'assurance de
mes sentiments les plus distingués.

Maître L. Stoelker
Avocat à la Cour d'appel
22, place Vendôme Paris 1^{er}

L'Esprit Contentieux
Signé: Laurens

13 Mars

S.J.

5.975 C°

Aff. ANCEL

Mon Cher Maître,

Je vous serais très obligé de vouloir bien me faire connaître, après avoir examiné les pièces ci-annexées, votre avis sur les chances de succès que présenterait actuellement un recours en grâce ou une demande en suspension de peine, en faveur de notre agent ANCEL, Léon, condamné en décembre 1940 à 12 mois de prison et 6 mois de réclusion pour détention d'un tract anti-allemand.

Les faits sont exposés dans la notice jointe au dossier, où figurent également des copies de deux précédents recours présentés par Mme ANCEL en faveur de son mari et de la décision de rejet intervenue.

Si l'état de santé de notre agent et le fait que la plus grande partie de sa peine se trouve aujourd'hui accomplie vous paraissaient devoir justifier une nouvelle tentative, nous vous serions obligés de vouloir bien vous en charger au nom de la Société Nationale et de nous tenir au courant.

Veuillez agréer, Mon Cher Maître, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Rgne: J. Duruzy

Monsieur A. STOEGER,
Avocat à la Cour d'Appel,
22, place Vendôme, PARIS (1er)

N O T I C E

relative à l'affaire ANCEL

M. Léon ANCEL, planton à la Société Nationale des Chemins de fer français, 42, rue de Châteaudun, à Paris (9ème) Service des Installations Fixes, a été arrêté le 27 novembre 1940 et condamné le 19 décembre suivant par le Tribunal Militaire allemand à 12 mois de prison et 6 mois de réclusion pour détention d'un tract anti-allemand.

Il avait chargé M^e Mouquin, avocat à la Cour, de présenter sa défense.

Le 10 juillet 1941, M^{me} ANCEL, 55, quai des Grands Augustins, à Paris (6ème) a adressé aux Autorités d'occupation, un recours en grâce en faveur de son mari basé sur son mauvais état de santé résultant d'une opération qu'il a subie (ablation de l'estomac), mais ce recours a été rejeté le 5 décembre dernier.

ANCEL est actuellement détenu au Fort de Villeneuve-Saint-Georges (Seine-et-Oise), compte 451, Administration Pénitentiaire A.A., dortoir N° 1.

Le Service des Installations Fixes, auquel appartient ANCEL, nous fait connaître que ce dernier demande que la S.N.C.F. intervienne pour obtenir une suspension de peine. Il fait remarquer qu'il lui reste quatre mois à faire et que bon nombre de détenus comme lui obtiennent cette faveur. Il croit qu'en faisant valoir son état de santé, les services qu'il pourrait rendre à la S.N.C.F., ses charges de familles (2 enfants), le fait que sa femme est concierge et que dans l'immeuble dont elle a la garde un cambriolage a été commis récemment, une demande faite en sa faveur aurait quelques chances de succès.